

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 16 au 22 juillet 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....	2
Fait marquant: le Roi Charles III a prononcé son deuxième discours du Trône.....	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques.....	3
CONJONCTURE	3
MARCHÉ DU TRAVAIL.....	3
FINANCES PUBLIQUES.....	4
Actualités commerce & investissement	4
COMMERCE.....	4
INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS	5
Actualités financières.....	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5

Le chiffre de la semaine

Les dernières données de l'[ONS](#) indiquent que l'inflation (mesurée par l'IPC) s'est maintenue à +2,0% (g.a.) en juin après +2,0% en mai. Le chiffre est légèrement supérieur aux attentes de marché, mais correspond à la prévision de la Banque d'Angleterre. Cette stagnation de la hausse des prix s'explique par une moindre augmentation des prix de l'alimentaire, de l'alcool et du tabac (+3,0%, après +3,3% en mai) alors que les prix de l'énergie contribuent négativement, et ce légèrement plus que le mois précédent (-16,0%, après -15,9% en mai). La dynamique de la composante sous-jacente s'est maintenue (+3,5% en juin comme en mai). Toutefois, l'inflation des services continue d'inquiéter, car encore persistante ce mois-ci (+5,7%, comme en mai), alors que le consensus s'établissait à +5,6% et que la Banque d'Angleterre ne prévoyait que +5,1%. Scrutée par le Comité de politique monétaire, l'inflation des services permet d'évaluer finement les pressions domestiques sur les prix, d'autant que les données du marché du travail informant sur les pressions salariales sont aujourd'hui imprécises.

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,0%

Fait marquant: le Roi Charles III a prononcé son deuxième discours du Trône

Le Roi Charles III s'est exprimé le 17 juillet devant le Parlement pour ouvrir la session parlementaire et présenter le programme législatif du gouvernement travailliste.

La stabilité étant l'un des fondements de la politique économique travailliste, en particulier celle des processus budgétaires, le Roi a rappelé l'importance de la surveillance de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR). Le *Budget Responsibility Bill* garantirait qu'un examen indépendant de l'OBR soit systématiquement effectué en cas de changement significatif en matière de dépenses, d'impôts ou de taxes. Les mesures sont considérées comme « significatives » si leur coût dépasse le seuil de 1% du PIB pour au moins l'une des années de la période de prévision. Ce « cadenas budgétaire » renforcerait la crédibilité budgétaire du gouvernement, afin de parer toute crise similaire à celle du « mini-budget » de septembre 2022.

Le discours du Trône a été l'occasion, pour le nouveau gouvernement travailliste, de rappeler son attachement en faveur d'un rapprochement avec l'Union européenne, en particulier sur les sujets économiques et de sécurité. En outre, figure parmi le programme législatif du nouveau gouvernement un *Product and Safety Bill*, qui introduirait la possibilité pour le Royaume-Uni de s'aligner sur les normes européennes en matière de sécurité des produits, y compris de manière dynamique. Ce texte pourrait acter le changement de positionnement vis-à-vis de l'UE, et la volonté de dialogue, endossée par les travaillistes pour rapport aux gouvernements conservateurs.

En bref

Le ministre en charge des Relations avec l'Union européenne auprès du Cabinet Office, Nick Thomas-Symonds, s'est [rendu](#) à Bruxelles et s'est entretenu avec le vice-Président de la Commission européenne en charge du Pacte vert et des relations inter-institutionnelles, Maroš Šefčovič.

A l'occasion la réunion des ministres du commerce du G7 à Rome, Jonathan Reynolds (ministre britannique pour le Commerce et les Entreprises) a présenté la [volonté](#) du gouvernement travailliste de construire une [relation](#) plus étroite avec l'UE ainsi que d'adopter une approche « pro-business » au Royaume-Uni afin d'attirer les investisseurs internationaux.

Le comité [spécialisé](#) sur l'application du cadre de Windsor s'est réuni le 18 juillet.

Varun Chandra, dirigeant du cabinet de conseil Hakluyt, est [nommé](#) conseiller spécial du Premier ministre pour les investissements et les affaires, succédant à Franck Petitgas.

Le Royaume-Uni [soutient](#) la résolution de l'Organisation maritime internationale exhortant les États-membres de l'organisation à empêcher les opérations illégales de la flotte fantôme russe. De [plus](#), le Royaume-Uni a ajouté [11](#) navires à la liste des désignations au titre du régime de sanctions à l'encontre de la Russie.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

L'indice de confiance des consommateurs selon [GfK](#) s'établit à -13 au mois de juillet (après -14 en juin), traduisant un moindre pessimisme des consommateurs quant à la situation économique globale. L'indice de confiance atteint ce mois-ci son niveau le plus haut depuis plus de deux ans. En effet, les perceptions passées et futures de la situation économique du pays sont autant pessimistes qu'au mois précédent. En revanche, le sous-indice de confiance lié aux finances personnelles anticipées des sondés indique toujours un certain optimisme, inférieur au mois précédent. La hausse de l'indice global est donc justifiée par un comportement d'achat des sondés moins pessimiste qu'au mois précédent. L'indice prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés (passée et anticipée) et le comportement d'achat des sondés. Un indice négatif indique donc, à la fois un pessimisme et une situation économique dégradée des consommateurs.

En juin, les ventes au détail ont diminué à cause d'un mois plus froid que la normale, selon l'[ONS](#). Après un fort rebond au mois de mai (+2,9% en volume), la tendance s'est inversée en juin. Les quantités vendues ont diminué de -1,2%, en dessous du consensus de -0,6%. Ceci s'explique en partie par des températures inférieures aux normales de saison. En variation trimestrielle, les ventes au détail ont diminué de 0,1% au second trimestre.

Marché du travail

L'ONS [estime](#) le taux de chômage à 4,4% de la population active âgée de plus de 16 ans, sur le trimestre glissant jusqu'à mai. L'économie britannique compte 1,53 millions

de chômeurs, soit 88 000 de plus qu’au trimestre glissant précédent, quand le taux de chômage ne s’élevait qu’à 4,2%. En revanche, le marché du travail comporte 19 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l’emploi total à presque 33 millions d’individus. Dans le même temps, le taux d’inactivité s’établit à 22,1% (pour les 16-64 ans) – après 22,2% au trimestre précédent – et le nombre d’emplois vacants aurait fortement baissé à 889 000 (après 919 000 au trimestre précédent). Avec la hausse du chômage et la chute des emplois vacants, le taux d’emplois vacants par chômeur – témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires – a continué de diminuer et s’établit légèrement en-dessous de 0,6. Par ailleurs, la croissance annuelle des salaires nominaux demeure élevée, à 5,7% sans et avec bonus (après respectivement 6,0% et 5,7% au trimestre précédent). Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d’une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres.

Les statistiques du marché du travail au niveau régional sont de plus en plus disparates. Au niveau national, le chômage s’établit à 4,4% de la population active, tandis que le taux d’inactivité est de 22,1% (pour les 16-64 ans). Pourtant des écarts substantiels apparaissent entre certaines régions britanniques et s’accroissent. En effet, pour ce qui est du chômage, il s’élève à 5,6% dans les Midlands de l’Est et descend à 2,0% en Irlande du Nord. L’inactivité monte, quant à elle, à 28,7% au Pays de Galles alors qu’elle n’est que de 18,4% dans le Sud-Est. Par rapport au trimestre précédent, le chômage a faiblement diminué dans les Midlands de l’Est (-0,3 pt), alors qu’il a parfois fortement augmenté dans les autres régions, surtout dans le Nord-Est (+1,3 pt) et à Londres (+0,8 pt). Enfin, le taux d’inactivité a augmenté en Irlande du Nord (+0,8 pt) et au Pays de Galles (+0,7 pt), mais significativement baissé dans les Midlands de l’Est (-2,1 pts).

Finances publiques

L’emprunt public mensuel en juin est au-dessus des prévisions budgétaires de mars, selon l’ONS. L’emprunt net du gouvernement britannique a été de 14,5 Md£ en juin, soit 3,2 Md£ de moins qu’en juin 2023, mais 3,3 Md£ de plus que les prévisions de l’*Office for Budget Responsibility* (OBR). Alors que l’emprunt en mai avait été historiquement élevé pour un mois de mai (15,0 Md£), il a été revu à la hausse à 16,5 Md£. Cela entraîne un emprunt public depuis le début de l’année fiscale 2024-25 à 49,8 Md£, soit 1,1 Md£ de moins qu’à la même période l’an dernier, mais 3,2 Md£ de plus que les prévisions de l’OBR. Dans le même temps, la dette publique s’élève à 99,5% du PIB.

Actualités commerce & investissement

Commerce

Le Royaume-Uni souhaite engager des dialogues réguliers avec l’Union européenne afin de relancer la dynamique de coopération. Désireux de renforcer la coopération avec le partenaire européen, le [ministre](#) en charge des Relations avec l’UE, Nick Thomas-Symonds, a évoqué la volonté du nouveau gouvernement de formaliser des réunions régulières sur des sujets d’intérêt commun, tels que la sécurité, le commerce et la migration, ainsi que la tenue d’un sommet bilatéral. Le Ministre a par ailleurs suggéré qu’il pourrait considérer des propositions de rapprochement au-delà de celles

identifiées dans le manifeste travailliste publié en amont des élections, notamment en matière d'alignement réglementaire. Pour rappel, le manifeste excluait fermement la participation à la libre circulation, à l'Union douanière et au marché unique.

Le gouvernement britannique ne prévoit pas, à court terme, l'ouverture d'une procédure d'enquête sur les importations de véhicules électriques en provenance de Chine.

En marge de la réunion du G7 à Rome, le [ministre](#) pour le Commerce et les Entreprises, Jonathan Reynolds, a annoncé que l'administration britannique ne prévoyait pas d'ouvrir d'enquête sur les importations de véhicules électriques en provenance de Chine, à l'image de celle conduite par l'Union européenne. La fédération des entreprises de l'automobile (SMMT) rappelle que le marché britannique est dominé par des marques qui produisent leurs véhicules en Chine (groupe SAIC Motors), et que les constructeurs britanniques, qui disposent du pouvoir de saisine de l'autorité compétente, ne s'étaient pas ouvertement exprimés en faveur d'une telle procédure.

Investissement – subventions

L'unité de conseil en matière de subvention – partie intégrante de l'Autorité britannique de la concurrence (CMA) – a publié les réponses à la consultation annuelle à propos de l'approche retenue dans le cadre de sa fonction de contrôle des subventions (*Subsidy Control Act, 2022*). Selon une première évaluation des réponses, [l'unité](#) ne relève pas d'anomalies ni d'inquiétudes substantielles des parties prenantes quant à la procédure de contrôle des subventions. Celles-ci ont toutefois insisté sur l'importance de surveiller les pratiques de mauvaise classification des subventions, utilisées pour contourner le champ d'application du régime.

Actualités financières

Règlementation financière

Le [discours du Roi](#) annonce plusieurs projets de loi relatifs au secteur financier, qui visent en particulier les banques et les fonds de pensions. En ce qui concerne le secteur bancaire, le discours fait référence à un projet de loi sur la résolution bancaire qui prévoit de renforcer les pouvoirs de la Banque d'Angleterre (BoE) en la matière. En effet, il introduira un mécanisme permettant à la BoE d'utiliser les ressources prélevées sur le secteur bancaire (taxes sur les dépôts qui financent notamment la garantie des dépôts) pour compenser les coûts liés à la faillite d'une banque ou à la cession totale ou partielle de ses activités. A cette fin, le projet de loi amendera les statuts du fonds de compensation pour les services financiers (FSCS), servant de garantie aux particuliers en cas de faillite d'une institution financière, et permettra à la BoE de puiser dans ce fonds. En contrepartie, le FSCS pourra se refinancer ex-post via un nouveau prélèvement sur les acteurs du secteur bancaire. De plus, le projet de loi confiera à la BoE le pouvoir d'ordonner une augmentation de capital à une banque faisant l'objet d'une procédure de résolution.

En ce qui concerne le secteur des fonds de [pension](#), les annonces s'inscrivent dans la continuité des réformes engagées par le gouvernement précédent et portent principalement sur sa consolidation. La réforme des fonds de pensions à contribution définies (DC) devrait ainsi résulter de l'application par l'autorité des marchés financiers (FCA) du principe de *value for money*, qui permettra d'identifier les fonds les plus performants et améliorer les retours sur investissement pour les épargnants tout en stimulant des investissements plus productifs. Il est également prévu d'obliger

les régimes de retraite DC à proposer des produits de « décumulation » à leurs affiliés, favorisant le blocage des fonds sur le long terme et donc l'investissement dans des actifs moins liquides ayant des perspectives de rendement plus importantes. L'objectif est de limiter les situations de déblocage anticipé, à l'instar d'une perte d'emploi qui conduirait à un affilié à liquider son épargne contenue dans les fonds DC. En ce qui concerne la consolidation des fonds de pension à prestation définies (DB), celle-ci passera par la création de « superfonds » qui permettront notamment de limiter les situations dans lesquelles le versement des retraites serait compromis par la santé financière de l'employeur.

Un autre projet de loi, vise à stimuler la croissance économique en créant un cadre réglementaire dédié à l'« usage innovant » des [données personnelles](#). Le *Digital information and smart data bill* prévoit de mettre en place des services de vérification digitale (identité numérique), qui devraient rendre les procédures de vérification plus rapides et moins coûteuses tout en offrant plus de confiance aux clients et aux entreprises. Le projet de loi prévoit également la création de *smart data schemes* (contrats sécurisés de partage de l'information par les entreprises ou les particuliers avec des parties tierces régulées). Ces dernières permettront à leurs clients d'accéder à davantage d'information commerciale contextualisée et faire des choix mieux éclairés tout en stimulant la concurrence. Le gouvernement espère ainsi répliquer à une échelle économique plus large la croissance observée dans le secteur de l'*open banking*.

Bloomberg [explore](#) la possibilité pour la Chancelière de l'échiquier R. Reeves de céder les bitcoins confisqués par l'autorité de répression de la criminalité financière. D'après les chiffres du cabinet spécialisé dans les cryptomonnaies Arkham relatés par Bloomberg, le Royaume-Uni détiendrait 61 245 Bitcoins, d'une valeur évaluée à 3,9Md£ qu'il pourrait céder, à l'image des 50 000 Bitcoins vendus par le gouvernement allemand depuis le milieu du mois de juin. Dressant un parallèle avec la décision de G. Brown de revendre l'intégralité du stock d'or du Royaume-Uni en 1999, Bloomberg rappelle que la situation est différente en raison de la nature même de l'actif concerné. Le gouvernement ne devrait ainsi pas chercher à maximiser les gains que cette vente pourrait générer car le Bitcoin n'est ni un moyen de paiement ni un instrument de réserve de valeur pour la Banque Centrale, mais pourrait représenter une ressource budgétaire si les cryptomonnaies saisies dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent sont remises sur le marché.

L'autorité des marchés financiers (FCA) publie un [policy statement](#) relatif à la mise en œuvre du régime britannique pour la commercialisation de produits d'investissement étrangers. Le document précise les règles définitives composant l'*Overseas Funds Regime* (OFR) qui a vocation à remplacer le cadre temporaire pour la commercialisation de produits d'investissement étrangers après le Brexit. Ce nouveau régime repose sur les reconnaissances d'équivalences accordées par le Trésor (HMT) aux juridictions tierces, à l'image de l'équivalence reconnue par le HMT aux Etats de l'Espace Economique Européen en matière d'OPCVM plus tôt dans l'année. Pour pouvoir être commercialisés au Royaume-Uni, les produits d'investissement devront toutefois demander une reconnaissance à la FCA, ce qui lui permettra de les recenser et de collecter les informations qu'elle estime nécessaire à la protection des investisseurs. La nouvelle porte d'entrée que représente le régime OFR, notamment pour les OPCVM de l'Espace Economique Européen (à l'exception des fonds monétaires, à date) pourra commencer à être utilisée avant la fin de l'année 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr